L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

57ème Année.

BUREAUX : rue de Chartres No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 16 JUILLET 1884.

Dufour, Denaut & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS

MERCREDI 16 JUILLET 1884.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, aux mêmes prix.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes d'entre et Leçons, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

Echec à M. Blaine.

Il ne servirait de rien de nier l'influence de M. Blaine, le candidat présidentiel du Radicalisme sur le monde des politiciens de son parti, non plus que ses rares talents ; ce sont là des choses incontestables. Mais il ne faut pas croire que la domination qu'on lui attribue, sorte du cercle toujours plus ou moins étroit que nous venons de lui assigner, et qu'il s'étende sur toute la masse des populations qui se rattachent plus ou moins à ce parti. M. Blaine, avec sa personnalité hautaine et revêche, a toujours su se faire autant d'ennemis que d'amis politiques. Chef d'une faction aux idées nettement tranchées et aux tendances autocratiques, il s'est créé, dans la classe opposée, des adversaires irréconciliables qui tendraient plutôt la main aux Démocrates que de voter pour lui. Ses tendances ultra bien connues peuvent flatter plus ou moins une partie du peuple, mais ses hardiesses, ses témérités passées, doivent donner à réfléchir au corps électoral. Le renouvellement par lui, en qualité de Président, des tentatives aventureuses qu'il s'est déjà permises, en qualité de ministre des affaires étrangères, aurait de bien autres conséquences qu'il y a quatre ans, et il n'est pas bien sûr que le gros du républicanisme consente à s'embarquer, avec lui, dans une politique dont les conséquences sont toujours redoutables, et qui peut, à chaque pas, soulever un danger nouveau, inattendu.

On affirme que Mr. Blaine a pour lui, le vote des Irlandais, ce qui n'est pas bien certain ; mais, ce qui est très réel, c'est qu'il a contre lui celui des Allemands, avec lequel il faut compter, car ils représente plus d'un quart du corps électoral.

La seule force de l'ex-Sénateur Blaine du Maine était la question économique, dans laquelle le parti démocrate a semblé, au commencement, faire fausse route.

C'était sur le terrain du tarif que ses partisans s'étaient empressés d'amener leurs adversaires, espérant que ces derniers se laisseraient entraîner par certains meneurs à outrance du Libre échange, et suivraient les errements de MM. Carlisle et Morrison. Il n'en a rien été : Au moment solennel, le parti démocrate s'est reconcilié ; il s'est trouvé en face de la question redoutable, éminemment populaire, des industries américaines et du travail national, et il l'a résolue avec une franchise, une rectitude d'idées qui ont désarçonné ses ennemis.

Il est à présent étonnant de voir le *Times*, de New York, le porte-étendard du républicanisme, comparer la plateforme de Hancun des deux partis, et donner la préférence à celui de ses adversaires traditionnels. La Démocratie, dit-il, s'engage, dans la plateforme qu'elle vient d'adopter, à reviser le tarif dans un esprit de justice pour tous les intérêts ; elle ajoute que la réduction des taxes n'a nullement pour but de nuire le moins du monde aux industries nationales.

Le parti républicain, de son côté, dans un style embarrassé et recherché, s'engage à corriger les inégalités du tarif et à réduire l'excédant de recettes, de façon à alléger le contribuable, sans nuire aux intérêts du travail national et de la production indigène.

Qu'y a-t-il, dans cette dernière déclaration, qui soit plus conservateur que celle du parti Démocrate. On trouve, au contraire, dans celle-ci, une franchise d'idées et d'expression à laquelle il nous faut rendre hommage, et qui n'échappera certainement pas à la perspicacité du corps électoral.

Nous ne voyons pas, en vérité, pourquoi elle ne recevrait pas l'appui cordial de toutes les classes industrielles, sans en excepter aucune. Elle dit ouvertement ce qu'elle veut faire et, avec la même sincérité, elle promet au travail, aux industries du pays de les conserver intacts, de ne pas nuire à leur prospérité et à leurs progrès.

Nous ne savons, jusqu'à présent, ce qu'en pense l'Union ; nous la trouvons, pour notre pays, suffisante et assez claire. Si certaines classes hésitent encore—ce que nous concevons—à cause des fautes commises par la faction Carlisle-Morrison, aujourd'hui, évidemment, en minorité dans le parti, qu'elles attendent la lettre d'acceptation du candidat démocrate. L'Hon. M. Cleveland est à la fois un honnête homme et un jeune homme ; il a la franchise de son âge ; les roueries du politicianisme lui sont inconnues ; il dira nettement sa pensée ; il fera droit au but, et ce qu'il promettra, il le fera.

Mais il ne faut pas s'attacher uniquement à la question du tarif, laquelle n'a pas, pour beaucoup d'Etats, l'importance qu'elle a pour plusieurs sections de l'Est et de l'Ouest, pour le Sud, devenu presque aussi industriel qu'agricole, pour la Louisiane, dont les intérêts sucriers sont en jeu. Un nombre formidable d'électeurs s'attachent davantage aux réformes vitales à introduire dans les différentes branches du gouvernement, réformes sur lesquelles nous nous abstiendrons d'insister, attendu que pas un seul citoyen n'en ignore l'absolue nécessité, et qu'en parlant des abus dont les populations sont les témoins et les victimes depuis vingt ans, dont notre Etat a tant souffert, nous pourrions, peut-être, nous laisser entraîner par la colère et employer un langage qui ne serait pas aussi modéré que d'habitude.

Eh bien, cette pâreté, cette intelligence, cette fermeté dont le pays a tant besoin, Cleveland saura les apporter dans l'accomplissement des devoirs que la Constitution impose à notre premier magistrat. Son passé et son présent en sont des garanties. Les hommes du Nord, qui le connaissent mieux que nous, savent ce dont il est capable, et c'est ce qui fait sa force ; les coteries et les bosses le savent aussi, et ce qui explique leur opposition acharnée.

Le Times de New-York, l'organe le plus infâme du parti républicain, soutient sa candidature avec une ardeur qui n'est surpassée par celle d'aucun journal conservateur. L'opinion du *Times* est celle d'un grand nombre de feuilles de la même organisation et de tous les indépendants. Le *Herald* lui-même a oublié son rôle ordinaire pour combattre M. Blaine.

Les choses se dessinent avec une étonnante rapidité, et à moins de revirements que rien, jusqu'ici, ne semble indiquer, le ci-devant sénateur du Maine n'occupera pas le fauteuil présidentiel.

Pickwick Club.

Tous nos remerciements au colonel J. C. Denis, président du Pickwick Club, qui nous invite à visiter le nouveau local de ce Club si excellemment composé.

La superbe bâtisse que celui-ci va occuper est certainement l'édifice le plus complet dans son genre et surtout le plus original qui soit à la Nouvelle-Orléans, dans tout le Sud ; et nous doutons fort qu'il y ait mieux aux Etats-Unis.

Le tout porte le cachet du bon goût ; tout y est élégant et confortable.

Ce résultat ne nous étonne en rien ; facile était de le prévoir pour ceux qui connaissent le personnel de cette charmante société, qui achève son œuvre par le choix même d'un Président que toutes qualités désignaient à ce poste.

WEST END—La reprise de *La Grande Duchesse* a été chaudement accueillie par un public nombreux ; une reprise de succès aussi pour Mlle Selina Dolaro et ceux qui la secondent dans l'ouvrage.

Il sera redonné ce soir et nous croyons que *Les Cloches de Corneville* se mettent en branle ; on sait que c'est là un très intéressant carillon. Allez l'entendre.

MILNEBURG—Milneburg a tenu toutes ses promesses : le chemin de fer a été entièrement réparé ; la route coquillée, abandonnée depuis si longtemps, a partir de onde-Celle forme au Fort Espagnol, est aujourd'hui en excellent état ; l'Hôtel Washington, tenu de main de maître par Trisconi, est tout ce que l'on peut désirer de mieux, de plus fashionable dans son genre, un théâtre a été élevé, de gentils décors décosés, établie, une troupe amusante et un bon orchestre engagés ; l'entrée libre donnée ; que peut-on demander de plus ?

Du reste le public reconnaît tous ces intelligents efforts en se portant chaque soir au nouveau théâtre, qui déjà est l'un des rendez-vous favoris.

Ce soir intéressante représentation que nous nous empressons de recommander.

PAVILLON FARANTA.—M. Faranta est un Gueman. Si c'est possible, c'est fait ; si c'est impossible cela se fera ; telle paraît être la devise du fortuné et audacieux impresario.

Ne voilà-t-il pas qu'aujourd'hui il se lance dans le grand répertoire et joue *Les Deux Orphelines*, ni plus ni moins. Qui diable aurait jamais dit à D'Ennery que son œuvre serait interprétée là ?

Tel le fait néanmoins, et fait très bien accueilli par le public, car chaque soir, à chaque Matinée, il s'y porte en masse pour voir le drame si populaire, en même temps qu'un programme remarquable de variété et de gaîté.

Nous avons reçu le second numéro de la Revue, ou plutôt, la seconde livraison du livre intitulé : *National Syndicates of Capital and Labor*, publié par M. Théo Harang. Ce second numéro nous semble au moins aussi intéressant que le premier.

Après avoir, dans une page très courte, oh ! qu'il y a pas un mot de trop, tracé la liste de toutes les richesses naturelles et industrielles du Sud, il attaque cette question, si redoutable, si controversée, des rapports du capital et du travail.

Evidemment, l'auteur est très versé dans ces matières ; il les a étudiées à fond ; il fait voir la force respective de ces deux grands éléments de la richesse publique ; il leur montre la ligne à suivre ; il les arrête quand ils se fourvoient, et prouve que, si l'un et l'autre ne peuvent subsister, encore moins prospérer, sans l'union et l'harmonie ; deux choses qu'il est aisé de leur donner avec un peu de sens droit et de bonne volonté.

La livraison se termine par une liste des textiles dans le Sud est en état d'exploiter, avec succès, la culture.

M. Harang en a lui-même extrait jusqu'à vingt-six différents, et il ne se vante pas de les avoir tous trouvés.

Nous voudrions voir les livraisons du livre de M. Harang entre les mains de nos hommes d'affaires, de nos industriels, de nos agriculteurs. Il y trouverait plus d'une excellente leçon, plus d'un renseignement utile.

M. John Lamoinne s'exprime ainsi, dans le *Journal des Débats*, du 29 juin, sur la décision de la Chambre des Lords d'Angleterre au sujet de la loi qui donne le droit de suffrage à deux millions de sujets de plus, et qu'la Chambre des Communes a votée après quatre mois de discussions ;

L'issue est claire. Si les lords rejettent la loi, M. Gladstone, qui est à la tête d'une majorité de 130 voix, non seulement ne se retirera pas, mais n'aura pas non plus recours à de nouvelles élections. Il accoûlerera la fin de la session actuelle, et convoquera une session extraordinaire au mois d'octobre, dans laquelle la Chambre des Communes sera appelée à voter de nouveau la loi, qui sera de nouveau renvoyée à la Chambre des Lords.

C'est dans cet intervalle des deux sessions que la voix populaire se fera entendre. Quand elle s'y mêle, elle parle haut, elle parle fort. La masse anglaise mise en mouvement est des plus redoutables ; elle est lente et lourde à remuer, mais elle n'arrête plus. Quand viendra la session d'automne, les lords auront été avertis, et s'ils rejettent encore la loi, alors ce seront de nouvelles élections. Dans cet appel au pays, ce ne sera plus seulement la réforme électorale qui aura mise aux voix, ce sera la Chambre des Lords elle même, sa constitution, sa composition, son existence même. Nous le répétons, c'est la crise la plus grave de l'Angleterre depuis cinquante-cinq ans.

L'incertitude est toujours la même sur la nature du choléra qui sévit à Toulon. Pour qu'elle se prolonge ainsi, il faut que les cas qui se produisent aient à la fois le caractère foudroyant du choléra indien et l'allure non envahissante du choléra *nostras* ou sporadique, ce que nous avons constaté sur place.

Ne serait-il pas permis de croire que cette forme du choléra est une troisième forme, encore indéfinie pour les médecins ? N'est-il pas permis d'espérer que ce choléra bénin et affaibli est l'ancien choléra, le vrai, celui de 1832, de 1848 et de 1865, atténué par les précautions hygiéniques générales que la médecine moderne a prises de tous côtés contre lui ?

La lutte des médecins sur l'*asiatisme* et le *sporadisme* est singulière. Il est à remarquer que les savants arrivés, comme MM. Brouardel, Proust et Fauvel sont pour le choléra bénin, tandis que les jeunes médecins, qui brûlent du désir d'arracher au microbe son redoutable secret, penchent pour le choléra dramatique, c'est-à-dire asiatique.

Le prince Napoléon, si nous en croyons le *Matin*, est très malade, et son état de santé inspire les plus vives inquiétudes aux quelques personnes qui ont suivi sa disparition.

"On sait, dit ce journal, que voilà six mois une exerciseance graisseuse apparut à la tempe droite du prince, au-dessus de l'œil. Cette exerciseance, dont le volume resta longtemps stationnaire, s'est développée dans des proportions très sensibles depuis un mois. Aujourd'hui, elle a la grosseur d'une petite noix. A sa base la loupe s'étend en largeur.

Le prince Napoléon est très chagrin, car cette exerciseance graisseuse, qui est incurable à cause de l'état diabétique du malade, le défigure complètement. Va de profil du côté droit, son masque est complètement déformé par la loupe."

Un pli cacheté, déposé, en 1878, par Mr. Bergeron, à l'Académie de Médecine de Paris, a été ouvert le 24 juin. Il contenait une note sur le traitement de la diphthérie au moyen de fumigations d'acide fluorhydrique.

M. Gounod vient d'en jeter une vive sur la manière de comprendre l'art musical, et nul n'était plus apte que lui à nous éclairer.

LOUISIANE.

Le Pionnier, Napoléonville, paroisse Assomption, du 12 juillet :

Cette semaine encore, comme la précédente, la chaleur a été torride ; et ce qui la rendait plus accablante, c'est que la nuit elle-même ne nous amenait pas cette baisse de température, cette douce fraîcheur, ce calme repos qui rend la vigueur à nos sens fatigués, la lucidité à nos esprits alourdis.

La santé publique ne peut que souffrir de la prolongation d'une température trop souvent au-dessus de celle du sang. Il en résulte un nombre de désordres, sous l'un d'un mauvais type, qui ne laissent guère languir le malade. C'est le moment où chacun doit redoubler d'attention pour se conformer aux principes hygiéniques.

Par ailleurs, il est facile de le comprendre, avec les chaleurs et les petites ondées que nous avons, les récoltes viennent à ravir ; et malgré un commencement d'année défavorable, nous croyons que dans notre paroisse, les travaux agricoles sont généralement avancés. C'est heureux ; car nous apprenons d'un autre côté, avec peine, que sur plusieurs habitations on s'est vu obligé, en conséquence de la panique monétaire que nous traversons, de réduire le nombre des travailleurs.

Nous devons annoncer que, soit à cause de l'excessive chaleur, soit pour autre cause, on est tiraillé grève partout des terres que l'inondation avait couvertes.

Marié, samedi dernier, 5 du courant, à la résidence de la mariée, sur l'habitation Laprel Ridge, par le juge L. D. Badeaux, M. Henri Mercier, de Scioto, à Mlle Célina Groe, de cette paroisse.

Nos meilleurs souhaits aux jeunes époux.

Le Herald, Hahnville, paroisse St Charles, du 12 juillet :

Une lettre de notre énergique ami, Chas. L. Hopkins, marchand, et propriétaire du "Creole Saw Mill," au Bayou des Allemands, nous annonce que l'eau a considérablement baissé. Le peuple ne souffre pas jusqu'à présent, car les peaux de crocodiles ont été abondantes et se sont vendues aisément. L'eau avait deux pieds dix pouces dans le magasin de M. Hopkins, et l'on peut y pêcher la perche et la barbotte. La lettre exprime l'espoir que le terrain sera bientôt assez découvert pour qu'on soit à même de travailler à la crevasse, car la perspective des pauvres est sombre pour l'automne et l'hiver prochains.

—La batture de la façade de la propriété Kelly, aujourd'hui l'habitation Ashton, s'est effondrée récemment ; elle a emporté la moitié de la levée, et dans certains endroits, quatre cents pieds. L'effondrement continue et rend indispensable la construction d'une nouvelle levée de trois ou quatre arpents de long.

Le Bulletin, Markseville, paroisse Avoyelles, du 12 juillet :

—M. D. R. Battison nous annonce que les récoltes du Bayou Clear sont en excellent état. Le coton de M. Selser Cox a déjà atteint une hauteur de cinq pieds.

—Nous apprenons qu'on cultive plus de maïs sur les terres qui ne sont pas exposées à l'inondation. Il va sans dire que dans les sections qui ont été inondées, on n'en plantera pas. Les habitants des districts submergés n'ont pas de choix ; ils cultivent ce qu'ils peuvent et non ce qu'ils veulent. Mais sur les terres hautes, c'est différent, et comme les planteurs peuvent faire de la ferme d'après les derniers perfectionnements, nous considérons que leur abandon partielle du coton doit, à la longue, tourner à leur avantage. La culture du coton, quoiqu'on tente, ne saurait donner une compensation suffisante pour l'argent et le travail qu'elle coûte. Nous sommes heureux de voir que nos habitants prennent à la philippine ruineuse qu'ils ont suivie jusqu'à présent et dirigeraient leurs récoltes en toutes industries. C'est ce dont notre paroisse Avoyelles avait besoin.

—Il circule un mémoire qui demande au jury de police d'ordonner une élection dans le but de s'assurer de l'opinion du peuple sur la question de savoir si la vente des boissons alcooliques doit être autorisée dans notre paroisse.

Le Banner, paroisse Pointe Coupée, du 12 juillet :

—Le Rév. Ch Clark, de New Texas, était ici, jeudi. Il s'y trouvait aussi le 19 mars dernier. Quand alors il rentra chez lui, il vit l'eau envahir peu à peu le pays. Il dit que la région du Fordoche est dans un état affreux de désolation.

—Plusieurs décès ont eu lieu à la Fausse Rivière et à Cook's Landing.

M. Marcel Lejeune, Henry Spooner et deux hommes de couleur sont morts à Cook's Landing.

Le South, paroisse Iberville, du 12 juillet :

La semaine a été la plus chaude que l'on ait jamais vue en Louisiane. Le thermomètre marquait de 96 à 98 degrés.

Notre localité est beaucoup de progrès. Il s'est élevé et réparé plusieurs bâtisses, depuis deux mois. On achève, en ce moment, un nouveau trottoir en bois dans la rue Front.

Le Figaro :

Mme la comtesse de Paris, qui se trouve maintenant dans un état de grossesses assez avancé, ne quittera pas de cet été son château d'Eu, où elle a l'intention de faire ses couches, qui sont attendues pour la fin du mois d'août ou les premiers jours de septembre. Mme la comtesse de Paris, qui a eu la douleur de perdre deux de ses fils, est actuellement l'heureuse mère de la princesse Amélie, du duc d'Orléans et des petites princesses Hélène, Isabelle et Louise. Le nouveau venu—prince ou princesse—sera donc le sixième enfant de la famille.

MI REGALO DE BODA.

A LUISA.

Por el jardin de Flora
Paseaba un dia
Una linda guirnalda
Flora tejia.
Cosa mas bella!
No vi jamas ninguna
Igual á ella!

En multitud los Lirios,
Y los Claveles.
La Verbena y los Mirtos
Y los Laureles
Formaban parte
De aquella primorosa
Obra del arte.

La Rosa á la Azucena
Iba enlazada,
Y el Jazmin á la Dalia
Perfumes daba;
Cuanta armonia
En matiz y colores!
Cuanta embroia!

Flora, dije á la Diosa,
A quien dedicas
Esa tierna de flores
Tan exquisita!
No lo adivinas!
Me respondio al momento,
Es para Luisa.

Es justo, respondi,
La desposada
Solo con flores debe
Ser adorna
Dijmela Flor
Y permitieme ser
Yo la dadora.

Cedi ámela al instante
La Diosa amada,
Y yo vango á ofrecertela
Apresurada;
Porque yo quiero
Que de su "consentido"
Sea le primero.

Acepta pues mis flores,
Querida Luisa,
Mi regalo de boda
Acepta, niña.
Y aunos olvides
Que es quien te las ofrece
Tu mejor amigo.

BELEN DE MIRANDA.

Julio 15 de 1884.

On lit, dans le *Mémorial Diplomatique*, du 28 juin :

Après deux années d'occupation militaire et d'administration civile, après des efforts énergiques tentés par les hommes les plus courageux et les plus capables dont il disposa, le gouvernement anglais, en présence de l'insurrection indigène qui grandit, de la perturbation des services administratifs de plus en plus en souffrance, d'embarras financiers, enfin, qui exigent de prompts remèdes, se voit obligé de faire appel aux lumières et au concours des puissances européennes pour les inviter à l'aider dans l'apaisement des difficultés financières et à partager, en quelque sorte, avec lui une part de la responsabilité qu'il avait cru, au début, pouvoir assumer seul par son intervention.

Tels sont les faits à la suite desquels la question d'Egypte est remise à l'ordre du jour, et voilà ce qui explique que l'opinion en France, à peine endormie et mal rassurée, se réveille aujourd'hui et manifeste des exigences, dont on s'étonne de l'autre côté du détroit. Le public français, qui se serait résigné à la perte de notre influence en Egypte en échange d'une plus grande garantie de nos intérêts matériels, en revient à revendiquer cette influence du moment qu'il croit découvrir dans l'impuissance de l'Angleterre un danger réel pour la pacification et la prospérité de l'Egypte.

C'est dans ce revirement, ou, si l'on veut, dans ce réveil de l'opinion, qu'il convient de voir les difficultés auxquelles le gouvernement français s'est trouvé en butte dans les dernières négociations. Il lui fallait tenir compte de cet état des esprits en France, lequel est opposé à la prédominance de l'Angleterre en Egypte, et en même temps ménager la susceptibilité et l'amour-propre national des Anglais, sous peine de compromettre les relations amicales des deux puissances. La question des alliances est, par le temps qui court, un sujet des plus délicats à traiter, et nous n'avons pas l'intention d'y toucher, même en passant. Nous tenons seulement à faire observer que les meilleurs esprits en France sont divisés sur cette question et que bien des personnes, très compétentes d'ailleurs en ces matières, se trouvent embarrassées dans l'alternative de réclamer la part entière d'influence qui appartient à la France dans les affaires d'Egypte, ou de rompre avec l'Angleterre au profit de quelque combinaison opportune.

Le problème à résoudre aujourd'hui, c'est de trouver une solution en accord avec nos droits positifs et nos intérêts réels. La force des choses a amené l'Angleterre à se départir de projets exclusifs, pour solliciter notre concours et notre appui. L'arrangement intervenu est préliminaire et subordonné à des décisions d'ordre européen ; mais, tel qu'il est et alors même qu'il ne satisfait pas à toutes les exigences de la situation, il a le mérite de résoudre la question d'Egypte, diplomatiquement, sur le terrain qu'elle occupait avant le bombardement d'Alexandrie. Là est l'avantage de cet arrangement, qui implique la renonciation de l'Angleterre à une politique d'annexion ou d'absorption. Les hommes sérieux, les plus sages des membres les plus distingués de tous les partis, s'est prononcée contre cette folie que, et le gouvernement, en réservant l'approbation du Parlement pour les décisions de la Conférence, a indiqué ainsi l'esprit et les intentions qui guideront ses plénipotentiaires dans les délibérations aujourd'hui ouvertes devant l'aréopage des puissances.

M. Gounod et la musique contemporaine.

C'est toujours une bonne fortune de connaître l'opinion d'un artiste de génie sur son partie. Ce fin régal nous est offert par M. Gounod dans la préface qu'il a écrite pour les *Soirées parisiennes du Monsieur de l'orchestre*.

M. Gounod s'élève contre deux tendances dangereuses de l'école du dix-neuvième siècle : la recherche de l'effet et l'esprit de système.

"L'effet pour l'effet, et ne connaissant nullement une autre règle, une autre raison d'être", c'est une question de mode, et la mode est passagère, tandis que la vérité est éternelle. La préoccupation de l'effet n'est qu'un manque de foi dans la vérité. C'est la preuve que l'artiste aime moins son art que sa personne. La recherche de l'effet représente ridicule d'une grenouille voulant imiter le bœuf en grossseur." Le beau "n'a produit pas par des effets intermittents, mais produit du commencement à la fin un effet calme autant que puissant par l'équilibre absolu des conditions de l'art, et c'est cet équilibre qui constitue précisément le génie.

C'est la crainte de la critique qui conduit à la recherche de l'effet, et cette crainte n'est nullement le commencement de la sagesse, encore moins celui du génie.

"L'artiste ne doit être occupé que de deux choses que la critique ne saurait ni lui donner ni ne les possède pas, ni lui enlever s'il les possède, et sur lesquelles ont toujours reposé et reposeront toujours les œuvres maîtresses en fait d'art : 1° obéir fidèlement aux exigences de la sensibilité ; 2° inquérir, par une étude sérieuse et patiente, au savoir technique. Le sentiment, domaine intime des impressions personnelles et siège de l'individualité ; le savoir technique, possession du langage spécial à l'art, duquel nous exprimons les impressions ressenties. Le sentiment, droit personnel ; la science technique, devoir commun. Là est contenue toute la loi ; hors de là, il n'y a rien, rien, rien, et la mode et la critique n'y changeront quoi que ce soit."

Les gens qui veulent forcer l'effet, et recherchent des effets à toute force, rappellent à M. Gounod un mot bien commique et bien profond :

"Un monsieur et sa femme venaient de perdre un de leurs amis, qui était marié. Dès la nouvelle du décès, il fut question d'aller faire à la veuve une visite de condoléance. En route, grand émoi, quant à la chaleur des témoignages à offrir, grand souci de se montrer au niveau de la situation. Arrivés à la maison mortuaire : "Surtout—dit le mari à sa femme—surtout, je t'en prie, ma chère, n'aie pas plus de chagrin que la veuve!"

"C'est exactement là le cas des tourmentés de l'effet, ils se soucient qu'à *faire*. Or, qui veut trop prouver ne prouve rien."

Quant à l'esprit de système, M. Gounod le définit d'un mot : "c'est une hérésie." Il prétend être seul la vérité, toute la vérité, et veut tout réformer. C'est un nouveau lit de Procuste.

"Qu'on ne vienne plus parler des chefs-d'œuvre d'hier, cela ne compte plus ; nous avons changé tout cela, et nous faisons maintenant la médecine d'une méthode toute nouvelle." Il n'est plus permis d'être ému spontanément, simplement, naturellement : il faut être ému systématiquement ; on ne doit plus rire ni pleurer sans l'agrément du système ; il faut vivre, souffrir et mourir selon les règles du système, tout comme les malades des médecins de Molière."

Et les chefs-d'œuvre anciens, l'esprit de système empêche-t-il encore de les admirer ? Il n'en a nulle raison pour qu'un chef-d'œuvre cesse de l'être. Faire autrement que des devanciers ne prouve en aucune façon que l'on fasse mieux. C'est surtout alors que le mieux devient l'ennemi du bien. Aussi M. Gounod conclut-il en ces termes :

"Je le sais, et je crois fermement qu'on ne doit être, en art, non plus qu'en quoi que ce soit, d'aucun parti, un parti étant une *partie* de vérité et non la vérité complète. Que l'émotion me vienne de Mozart ou de Rossini, de Meyer-er ou de Mendelssohn, de Verdi ou de Wagner, je l'accepte sans la chicaner, tout en conservant ma légitime prédilection pour ceux de ces maîtres dont le sent-ment et la forme répondent davantage aux besoins de mon cœur et de mon esprit, ce qui est purement affaire de sympathie et ne préjudicie en aucune sorte la question de valeur réelle chez les autres."

M. Gounod proteste énergiquement contre cette secte qui se donne la mission de réglementer l'art et de diriger l'opinion dans le sens exclusif qu'elle préconise. L'esprit de parti, en musique comme en tout, empêche momentanément Dieu par des idoles, jusqu'au jour où l'éternel Jéhovah les réduit en poussière. M. Gounod ne comprend que la vérité et l'art éternels, et repousse la prétendue vérité et l'art prétendu de telle époque ou de telle école, bien qu'ils paissent contenir parfois une portion de l'art et de la vérité. Son dernier mot mérite d'être médité par les chercheurs d'effets et les gens à système ;

"L'art compte aujourd'hui trop de soleils pour qu'on nous ramène aux ténèbres ; elles tiennent PLUS DE PLACE que les soleils, mais elles donnent *moins de lumière*."

Consulat de France.

Exposition Universelle de la Nouvelle-Orléans.

M. le Vicomte Paul d'Abzac, Consul Général, Commissaire de la République Française, a reçu le rapport suivant :

Comité Consultatif
du 4ème Groupe,
Ameublement et accessoires.

La Nouvelle-Orléans, le 11 juillet 1884.

Monsieur le Vicomte Paul d'Abzac, Consul Général, Commissaire de la République Française à l'Exposition de la Nouvelle Orléans :

Monsieur le Consul Général,

Vous avez bien voulu transmettre au Comité Consultatif du 4ème Groupe les suggestions de Messrs. Durieu et Généreilly :

"Monsieur Durieu a proposé que deux commissaires, choisis parmi les membres des exposants, se rendissent à Paris, à l'effet d'y solliciter, auprès du Gouvernement de la République Française, l'autorisation de faire une exposition de la Nouvelle Orléans ;

"Que M. le Consul Général signe à l'existence des comités constitués à Paris à M. le Directeur Général de l'Exposition, en le priant de vouloir bien autoriser deux exposants désignés par eux à se rendre à Paris, pour conférer avec les comités dans la propagande active qui doit être faite en faveur de l'Exposition de la Nouvelle-Orléans."

La Nouvelle-Orléans, 11 juillet 1884.

L'Exposition de la Nile Orléans.
Comité—Groupe 3.

Nile-Orléans, 12 juil. 1884.

M. le Consul Général.

A la réunion du Comité que j'ai l'honneur de présider les propositions soumises par MM. Durieu et Généreilly ont été prises en considération et discutées. Après mûre examen, le comité a pensé qu'il était également de mon devoir de les appuyer de mon vote personnel, et j'ai l'honneur de vous informer que le comité a émis un vœu favorable à ce qu'une députation composée de deux exposants, choisis parmi les membres de la Commission, soit envoyée à Paris, aux frais de l'Exposition, pour solliciter auprès du Gouvernement de la République Française l'autorisation d'organiser une exposition spéciale des produits de la Nouvelle-Orléans.

Ces deux exposants seraient chargés de remettre au Commissaire Général de la République Française à l'Exposition de la Nouvelle Orléans, les demandes d'admission des exposants qui désireraient prendre part à cette exposition spéciale.

Le comité a pensé que, pour donner plus de force à cette démarche, il était nécessaire que M. le Consul Général appuyât auprès de son Gouvernement la demande qui lui sera présentée par les délégués du comité.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul Général, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Pour le Comité,
L. LAFARGUE, président.

Comité Consultatif
du Quatrième Groupe
Ameublement et accessoires.

Considérant que l'Exposition Universelle et Internationale qui sera inaugurée le 1er décembre 1884 à la Nouvelle-Orléans, a reçu la sanction et se fait sous les auspices du gouvernement des Etats-Unis, qui lui a accordé une subvention de cinq millions de francs ;

Que l'importance des ressources dont elle dispose et la coopération que se préparent à lui accorder les divers Etats de l'Union, le Mexique, les Républiques Espagnoles de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, assurent le succès de cette grande entreprise ;

Considérant que l'abstention, à l'Exposition de la Nouvelle-Orléans, des produits de l'industrie et de l'art français, si élégants, si appréciés dans le monde entier, constituerait une lacune des plus regrettables ;

Que la France a le devoir d'accepter l'invitation d'une ville dont on grand nombre des habitants conservent les mœurs et la langue français ses comme une précieuse tradition ;

Que pour conserver et étendre ses relations commerciales avec les divers pays de l'Amérique, la France doit saisir avec empressement l'occasion qui lui est offerte par l'Exposition de la Nouvelle-Orléans pour prouver qu'elle marche toujours au premier rang dans la voie des progrès ;

Que la réunion de la date prochaine de l'ouverture de l'Exposition, on doit mettre en œuvre sans retard, les moyens constitués comme le plus énergiques et les plus efficaces dans le but de décider les artistes et les industriels français sur l'importance de l'Exposition de la Nouvelle-Orléans.

Le Comité du 4ème Groupe émet les vœux suivants :

Que M. le vicomte Paul d'Abzac Consul Général Commissaire de la République française, veuille bien se rendre lui-même à l'Exposition de la Nouvelle-Orléans, de quelques-uns des principales collections artistiques et industrielles du Gouvernement français.

Que le Gouvernement de la République française la nomination d'un comité officiel de patronage à Paris.

Demande que le Département de la Marine accorde un transport de l'Etat pour porter à la Nouvelle-Orléans les objets destinés à l'Exposition et les ramener en France.

Que M. le Consul Général veuille bien donner aux Comités officiels déjà formés à Paris, sur son initiative, ou en voie de formation, la mission suivante :

Pourvoir aux Chambres de commerce, aux artistes et aux industriels français tous les renseignements utiles, par l'envoi de circulaires et de documents relatifs à l'Exposition ;

Obtenir le concours de la Presse française à Paris et dans les Départements ;

Solliciter l'appui effectif de l'Ambassadeur et du Consul Général des Etats-Unis à Paris.

Que M. le Consul Général signale l'existence des comités constitués à Paris à M. le Directeur Général de l'Exposition, en le priant de vouloir bien autoriser deux exposants désignés par eux à se rendre à Paris, pour conférer avec les comités dans la propagande active qui doit être faite en faveur de l'Exposition de la Nouvelle-Orléans.

La Nouvelle-Orléans, 11 juillet 1884.

L'Exposition de la Nile Orléans.
Comité—Groupe 3.

Nile-Orléans, 12 juil. 1884.

M. le Consul Général.

A la réunion du Comité que j'ai l'honneur de présider les propositions soumises par MM. Durieu et Généreilly ont été prises en considération et discutées. Après mûre examen, le comité a pensé qu'il était également de mon devoir de les appuyer de mon vote personnel, et j'ai l'honneur de vous informer que le comité a émis un vœu favorable à ce qu'une députation composée de deux exposants, choisis parmi les membres de la Commission, soit envoyée à Paris, aux frais de l'Exposition, pour solliciter auprès du Gouvernement de la République Française l'autorisation d'organiser une exposition spéciale des produits de la Nouvelle-Orléans.

Ces deux exposants seraient chargés de remettre au Commissaire Général de la République Française à l'Exposition de la Nouvelle-Orléans, les demandes d'admission des exposants qui désireraient prendre part à cette exposition spéciale.

Le comité exprime le vœu que le Gouvernement de la R. F. adopte les mesures nécessaires pour assurer la représentation de l'Etat comme exposant, qu'il nomme un comité définitif en provenance Paris ; et que le Département de la marine accorde un navire de l'Etat pour porter à la Nouvelle-Orléans et rapporter en France les objets exposés.

L'attention du comité a été étendue à la liste des artistes compris sous la dénomination de Beaux-Arts dans la catalogue de l'exposition ; le résultat de son examen formera le sujet d'un rapport qui vous sera adressé sous bref délai.

Recevez, etc., etc.

Le Président du Comité,
A. SCHREIBER.

Compagnie Générale Transatlantique,
Agence de la Nouvelle Orléans,
le 12 juillet 1884.

Monsieur le Consul Général,

Je m'empresse de porter à votre connaissance l'extrait suivant d'une lettre que j'ai adressée aujourd'hui le Président de la Cie Gle Transatlantique, en date du 27 juin dernier,

"Nous avons écrit à M. le Comte de Dillon, Président du Comité pour l'Exposition de la Nouvelle Orléans, pour l'informer que, désireux de contribuer pour notre part au succès de la Section Française en facilitant l'exposition de nos produits nationaux, nous consentions à une réduction de 50 0[0 sur le prix du notre tarif pour le fret des marchandises destinées à figurer à l'Exposition de la Nouvelle Orléans."

Veuillez agréer, Monsieur le Consul Général mes salutations respectueuses.

(Signé) A. SCHREIBER.

A Monsieur le Vicomte Paul d'Abzac, Consul Général, Commissaire de la République Française.

Pour expulser le principe contagieux des vêtements et du linge, désinfectez avec "Glenn's Sulphur Soap."

"Pike Toothache Drops" guérissent en une minute.

Un homme d'esprit a prétendu un jour que tout journal qui se respecte publiait par an une moyenne de deux cents articles commençant par le fameux cliché : "Il y a du bruit dans Landerneau," ou se terminant par optimiste : "Chi lo sa ?"

Cette statistique fantaisiste a donné au *Matin* l'idée d'en faire une autre—réelle, celle-ci,—à propos du différend survenu entre le prince Napoléon et son fils.

Or, notre confrère a trouvé que dans la presse parisienne seulement, "quatorze articles" consacrés à cet événement commencent ainsi :

"La discorde est au camp d'Agramant !"

Et les journaux de province ne lui étaient pas encore parvenus !

On vient de faire le calcul de la population moyenne par bureau de poste dans les divers Etats de l'Europe.

Il résulte de ce travail qu'un bureau de poste dessert en moyenne : en Suisse, 990 habitants ; Angleterre, 2,291 ; Suède, 2,455 ; Danemark, 3,195 ; Hollande, 3,235 ; Allemagne, 3,605 ; Portugal, 4,597 ; Autriche 5,437 ; France, 5,814